

CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES À TIARET

Comment éviter le pire aux zones steppiques

En prévision de la campagne des labours-semailles dont le lancement officiel est prévu dans les tout prochains jours dans la wilaya de Tiaret, des instructions ont été adressées par le wali aux organismes concernés ainsi qu'aux présidents des communes steppiques, lit-on dans un communiqué de la cellule de communication de la wilaya.

Selon le document qui illustre explicitement l'importance du dossier, il est clairement mentionné que les labours ou tentatives de labours auxquels recouraient certains agriculteurs sont formellement interdits sur les terrains de parcours intégrés dans les périmètres mis en défens. Les contrevenants, est-il précisé dans le communiqué, seront soumis à des poursuites judiciaires du fait des conséquences désastreuses qui pourraient découler de ces pratiques illicites. Aussi, toute action de défrichement sur des parcelles déjà labourées ou délimitées par les services techniques relevant de la DSA, les forêts, le HCDS, ou l'APC, exposera son auteur à des poursuites pénales et à la destruction des cultures. Ils

pourront même perdre le bénéfice de la jouissance de l'usufruit.

Le communiqué de la wilaya rappelle aussi l'interdiction des labours sur les terrains litigieux et ceux situés au niveau des zones pouvant entraver le libre pacage ou l'obstruction des couloirs réservés à «l'achaba» au même titre que ceux menant aux points d'eau. Ces recommandations s'inscrivent en fait dans le contexte de la préservation du patrimoine steppique de la wilaya, rayonnant, faut-il le souligner, sur 12 communes et représentant 5% de la superficie totale de la wilaya.

Il convient de signaler que les labours illicites sur les zones steppiques ont été depuis des lustres décriés par les spécialistes de l'environnement du fait de l'ampleur



Photo : DR

des dégâts qu'ils occasionnent. L'étude avait révélé effectivement la gravité de ces pratiques tant les répercussions sont liées, entre autres, à l'avancée du désert,

le déséquilibre écologique, la surexploitation des ressources hydriques souterraines ou encore à la fertilité du sol...

Mourad Benameur

KHENCHELA

Conflits et blocage à l'APC

C'est le «clash» à l'APC de Khenchela. Les différentes sessions de l'Assemblée populaire communale tenues ces derniers temps sans la présence des élus instaurera une nouvelle fois une ère conflictuelle qui met à mal une commune déjà en butte à d'énormes problèmes de gestion de divers projets en cours de réalisation.

La rentrée sociale de cette année s'annonce sous de mauvais auspices pour l'APC du chef-lieu de wilaya. Les élus de différentes tendances politiques, en présence de la presse locale, exige le départ immédiat du P/APC auquel il est reproché le non-respect de l'engagement signé avec la population lors du dernier scrutin, une escalade dans les rapports avec tous les présidents de commission, en l'occurrence le président de la

commission des finances (2^e adjoint), le président de la commission des affaires sociales (1^{er} adjoint FLN), le président de l'évaluation des offres (élu du PT) et un autre président d'une commission élue du HMS, et une recrudescence dans son comportement revanchard. Ces élus affirment que plusieurs correspondances ont été adressées au premier responsable dont un retrait de confiance établi il y a des mois. Ces correspondances antérieures déplorent l'abus de pouvoir du P/APC et exigent son départ, et que le travail avec cet homme devient impossible. Les élus affirment en aparté que le président de l'Assemblée populaire a rompu tous les contrats moraux signés avec toutes les parties en se vengeant par des actes d'accusation et de mépris de tous ceux qui refusent les démarches entreprises dans l'illégalité et la confusion. Ils reprochent aussi à cet élu d'agir d'une façon unilatérale, la non-application de la réglementation dans le cadre d'offre des projets sans passer par les différentes commissions et les délibérations en plus

de l'ambiguïté qui règne dans l'attribution des projets de façon illégale. De plus, ils responsabilisent le président de la disparition du registre de l'évaluation des offres surtout que le bureau concerné par ces opérations est géré par un proche du P/APC. Ces agissements illégaux poussent les élus à accuser le premier responsable d'abus de pouvoir, de piétinement des lois de la République surtout dans le cadre des lois et règlements régissant la gestion des communes. Ils ajoutent que le chef de daïra de Khenchela est impliqué d'une façon directe ou indirecte dans les conflits et le blocage au sein de l'APC. Ils interpellent le ministre de l'Intérieur pour déléguer une commission d'enquête afin de faire toute la lumière sur ces dépassements. Dans le cas contraire, ils envisagent de réunir tous les citoyens de Khenchela et procéder à un sit-in devant le siège de l'APC jusqu'à la résolution des problèmes et le départ du président d'APC.

Benzaïm Abdelouahab

SIT-IN DEVANT LE SIÈGE DE LA WILAYA

La colère des lycéens de Tamza

Plus de 150 lycéens, fréquentant le lycée Khellaf-Bachir sis à la cité se trouvant sur la route d'El Aïzar et demeurant à Tamza ont observé, hier, un sit-in devant le siège de la wilaya de Khenchela pour exprimer leur ras-le-bol devant le non-respect des engagements pris par les autorités locales, et à leur tête la P/APC de Tamza, pour la mise à leur disposition

du transport scolaire. Ces lycéens affirment que leurs parents ont essayé, dès le début de l'année scolaire, de contacter le président de l'assemblée de leur commune mais toutes leurs tentatives ont échoué.

Ils ajoutent qu'ils effectuent des déplacements quotidiens de leur village au chef-lieu de la wilaya en dépensant plus de 300 DA/jour, ce qui devient un calvaire pour les parents vu que plusieurs d'entre eux sont issus de familles pauvres.

Les lycéennes, pour leur part, ont exprimé leur désarroi quant à la situation qu'elles vivent devant l'absence de la demi-pension et de la pension complète depuis plus de 15 jours, ce qui les pousse à jeûner toute la journée sans oublier qu'elles rentrent à domicile à 19h ou 20h, en indiquant que plusieurs d'entre elles ont été victimes d'agressions et de violences alors que d'autres ont arrêté carrément les cours.

Une lycéenne que nous avons entretenue a affirmé que leurs demandes étalées devant le directeur du lycée sont restées lettre morte et on parle d'un probable transfert au

lycée Abdelouhab-Athman, chose qu'elles refusent catégoriquement.

Devant cette situation, les lycéens de Tamza appellent le wali de Khenchela à réagir pour trouver des

solutions immédiates à leurs problèmes pour leur permettre de suivre leur scolarité dans de bonnes conditions.

B. A.

Un insecte menacerait la vie des lycéens

Dans une lettre adressée au premier responsable de la wilaya, aux élus et au directeur de l'éducation de la wilaya de Khenchela, les membres de l'association des parents d'élèves du lycée El-Bah-Lakhdar, situé au centre-ville, dénoncent la situation lamentable que vivent les lycéens dans cet établissement scolaire. En plus de manque d'encadrement dans certaines filières, l'absence de maintenance et de propreté dans les salles de cours, les membres de l'association interpellent les autorités locales afin de déléguer une commission qui enquêtera sur la présence d'un insecte mystérieux, provenant des toits de l'établissement où nichent des milliers de pigeons, et qui menace la vie de leurs enfants qui ne connaissent pas encore la gravité de la situation. Le président de l'association, M. Amar M., ajoute que plusieurs correspondances ont été adressées aux différentes instances mais aucune mesure n'a été prise jusqu'à ce jour.

Aussi, les membres de l'association de cet établissement lancent un appel au wali, aux élus et à tous les services concernés de prendre en considération la gravité de la situation et d'agir afin de trouver des solutions immédiates pour le bien de leurs enfants.

B. A.

UNE EMPLOYÉE DE LA SONELGAZ BATTUE PAR UN ABONNÉ À SIDI-BEL-ABBÈS L'agresseur sous mandat de dépôt

Une employée de la Sonelgaz a, lors d'une mission dans la localité de Sidi-Brahim (Sidi-Bel-Abbès), subi des violences de la part d'un abonné.

Selon la victime, qui s'est fait délivrer un certificat d'incapacité, elle distribuait les factures d'électricité et de gaz dans la localité lorsque arrivée devant une maison dont la porte restait hermétiquement close, elle héla la femme, qui se trouvait à l'intérieur, à travers la fenêtre, celle-ci lui claque, selon elle, les volets au nez. Mais l'employée insiste et finit par glisser la facture sous la porte avant de partir. Elle fut rattrapée plus loin par le maître des lieux qui l'a jetée, selon ses dires, à terre et l'a battue à coups de pied et de poing. Elle n'a dû son salut que grâce à l'intervention des passants. Elle déposa plainte au niveau de la gendarmerie de la localité.

L'agresseur, âgé de 30 ans, a été arrêté et écroué.

A. M.

CONTREBANDE 4 personnes sous les verrous

La gendarmerie de Sidi-Bel-Abbès dont la position géographique est stratégique pour les contrebandiers, par la proximité de la frontière algéro-marocaine, ne desserre pas son étau et traque sans relâche ceux qui nuisent à l'économie du pays et contribuent à l'évasion fiscale.

Ainsi, dans la journée du 17 septembre dernier, les éléments de la gendarmerie de Aïn-Kadda (SBA) ont, lors d'un contrôle de routine à un barrage érigé sur la RN7, reliant Sidi-Bel-Abbès à Aïn-Témouchent, intercepté deux véhicules transportant de la marchandise étrangère d'une valeur de 40 millions de centimes.

La fouille des véhicules, une Renault Mégane et une Renault Express en provenance de Maghnia, a permis de découvrir un lot de 9 paires de chaussures de ville et de sport (Adidas et Sparten), 10 blousons en cuir, 20 survêtements, 20 robes pour femmes et 40 tricot de marque Lacoste. La marchandise a été saisie et les 4 mis en cause écroués par le procureur de la République près le tribunal de Benbadis.

A. M.

800 postes d'emploi à Prometal et l'ex-SNLB

Le premier responsable de la 5^e Région militaire a effectué une visite d'inspection, cette semaine, des deux usines de fabrication métallique, situées dans le chef-lieu de wilaya. Elles offriront plus de 800 postes d'emploi, résorbant quelque peu le chômage après la fermeture de plusieurs unités industrielles. Ces deux usines, appartenant au ministère de la Défense, s'ajoutent à une autre infrastructure qui a recruté plus de 1 000 travailleurs.

B. A.